

Gérald Fortin (1928-1997)

sociologue, département de sociologie, Université Laval

(1967)

“Itinéraire sociologique”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Gérald Fortin,

"Itinéraire sociologique".

Un article publié dans la revue **Recherches sociographiques**, vol. 15, nos 2-3, mai-août 1974, pp. 263-267. Québec: Les Presses de l'Université Laval.

M. Gérald Fortin (1928 - 1997) était sociologue à l'Université Laval.

Mme Andrée Fortin, fille aînée de M. Gérald Fortin, décédé, nous a accordé le 6 janvier 2004 son autorisation, à titre d'ayant droit des œuvres de son père, l'autorisation de diffuser la totalité de l'œuvre de son père, M. Gérald Fortin. Mme Fortin est professeure de sociologie à l'Université Laval et directrice de la revue *Recherches sociographiques*.



Courriel andree.fortin@soc.ulaval.ca



Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

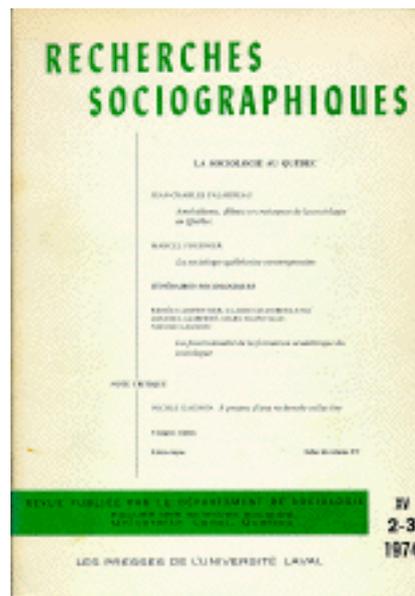
Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 21 juillet 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Province de Québec. Canada.



Gérald Fortin (1974)

“Itinéraire sociologique”



Un article publié dans la revue **Recherches sociographiques**, vol. 15, nos 2-3, mai-août 1974, pp. 263-267. Québec: Les Presses de l'Université Laval.

Gérald Fortin (1974) *

“Itinéraire sociologique”

Il fallait sans doute venir du milieu rural, pour pouvoir mieux résister à l'idéologie ruraliste si prépondérante durant ma jeunesse. En contact avec la réalité grise et parfois même sinistre du milieu rural, il était difficile de croire aux beaux discours des universitaires montréalais sur la beauté du milieu rural. Fils du milieu rural, je n'ai jamais pu croire à l'idéal rural et agricole du Québec, pas plus d'ailleurs que la majorité des ruraux.

Mes oncles, mes cousins, mes confrères étaient des bûcherons, des entrepreneurs, des marchands, des colons préoccupés de vendre le bois de leur lot, des amateurs de chasse et de pêche. Pour eux, la forêt signifiait quelque chose, l'agriculture non. Pour eux, la ruralité était l'aventure du coureur de bois et non la sédentarité de l'agriculture.

À six ans, j'ai laissé en partie le milieu rural pour suivre mon père, instituteur rural qui avait cru à l'Union nationale naissante et qui venait s'installer à Québec comme petit fonctionnaire. J'ai toutefois passé toutes mes vacances d'été, jusqu'à 17 ans, dans mon village natal. Tout en devenant lentement urbain, je restais imprégné de ce rural qui n'avait rien du rural dont on commençait à me parler

* L'auteur du témoignage qui suit, notre collègue Gérald Fortin, nous a aimablement autorisés à reproduire ce texte qui répondait déjà à notre attente et qui a d'abord paru, il y a trois ans, comme « introduction » à son livre *La fin d'un règne* (Montréal, Hurtubise HMH, collection *Sciences de l'homme et humanisme*, 3, 1971). Nous transcrivons cette *introduction* en éliminant, avec le consentement de l'auteur, les alinéas initiaux ainsi que certaines références à des chapitres de son livre. Nous remercions aussi les Éditions Hurtubise de la permission qu'elles nous ont spontanément accordée. *N.D.L.R.*

au collège classique. Le seul rural qui avait un sens pour moi était celui d'une conquête brutale sur la nature, celui de la ruse pour vaincre la forêt, celui d'un enrichissement rapide qui faciliterait la migration à la ville (rêve de tous mes parents).

Cependant des courants profonds secouaient la société québécoise. L'Action catholique avait remplacé l'A.C.J.C. Une action sociale selon les lignes de classe remplaçait une action sociale généralisée orientée vers le salut du peuple canadien -français. La grève de l'amiante fut une sorte de catalyseur des mouvements imprécis et des orientations de pensée encore floues. La C.T.C.C. devenait une force vive du milieu, la classe ouvrière devenait la classe dont il fallait s'occuper, celle qui changerait le Québec.

Cette conversion à l'ouvriérisme n'était pas toutefois d'inspiration marxiste: (il faudrait encore dix ans pour que Marx soit un peu connu); sa source profonde était la pensée sociale de l'Église et les mouvements d'Action Catholique. *Cité libre* essayait d'organiser cette nouvelle pensée sociale et devenait pour nous ce que *L'Action nationale* avait été pour nos pères.

C'est dans ce contexte que je terminai mon cours classique et commençai mes études à la Faculté des sciences sociales de Laval. Ayant Jean Marchand comme modèle, nous y venions pour trouver des moyens de lutter pour la classe ouvrière et pour consolider une idéologie encore trop fragmentaire. Nous étions anti-nationalistes parce que le nationalisme était ruraliste et anti-ouvrier. Aussi parce que la lutte ouvrière semblait déborder les frontières de notre petit groupe ethnique. Mieux valait, selon une phrase d'André Laurendeau, s'unir aux Anglais pour combattre un patron canadien-français que de vivre un rêve utopique avec ce même patron.

La Faculté des sciences sociales de Laval nous décevait en partie. De normative qu'elle était, elle se transformait en une institution positive par suite de l'arrivée de jeunes professeurs: Falardeau, Tremblay, Faucher, Lamontagne, Dion, Bergeron. Le seul courant normatif qui y demeurait était l'anti-duplessisme et le fédéralisme centralisateur. Le courant ouvriériste n'y avait pénétré que faiblement et les professeurs y mettaient l'accent sur la recherche positive susceptible de nous faire connaître le milieu. Cette orientation nouvelle (pour nous) présentait un certain attrait mais laissait notre soif d'engagement et d'idéologie presque totalement inassouvie.

Nous nous cotisions alors pour inviter Pelletier et Trudeau, les idéologues à la mode du temps. Ils nous transportaient alors dans la fin des nationalismes, dans la faillite du ruralisme et du pouvoir du clergé, dans le pouvoir ouvrier, dans le renouveau de l'Église.

Ayant terminé ma maîtrise à Laval, je m'orientai vers les États-Unis pour me spécialiser en sociologie industrielle. Là, plus question d'engagement et d'idéologie, j'étais dans la sociologie positive. Marx lui-même devenait un aseptique homme de science. Malgré les frustrations, j'y ai appris à travailler rigoureusement. Cet apprentissage devait être précieux pour ma phase scientifique de démystification.

Cependant ce séjour aux États-Unis devait avoir un effet à rebours sur ma pensée vis-à-vis du nationalisme. J'avis choisi pour ma thèse de doctorat l'analyse de *L'Action française* et de *L'Action nationale*. À vivre plongé plus d'un an dans ce contexte du nationalisme, des distinctions s'imposaient. Une fois mises de côté les contingences comme le ruralisme et la vision idéalisée du passé, il demeurait une grandeur dans ce désir d'autodétermination du nationalisme. Sans redevenir nationaliste, un doute s'était inscrit dans ma problématique, doute antithétique à la pensée ouvriériste, mais doute qui devait persister comme un fantôme familier dont on ne réussit pas à se défaire.

Revenu à Laval comme chercheur, mon désir le plus profond était d'entreprendre des recherches en usine. Le hasard des possibilités de financement a voulu que le premier groupe d'ouvriers que j'aie à étudier fût le seul que je connaisse vraiment: celui des bûcherons. Une association de compagnies forestières voulait savoir pourquoi les bûcherons avaient une si grande mobilité de travail.

Cette recherche devait me mettre de nouveau en contact avec le milieu rural de mon enfance. Même en appliquant les règles les plus fixes pour définir le chantier comme une usine, nous ne pouvions échapper à situer cette usine et ses employés dans son contexte naturel. Le milieu rural que nous découvriions cependant n'était pas celui du vieux nationalisme ni même celui des sociologues de l'école de Redfield et du « continuum folk-urbain ». Nos observations un peu positives démentaient la vision officielle des penseurs québécois.

Intrigué, je décidai de poursuivre cette étude par une monographie d'une communauté rurale. N'étant pas sociologue rural, j'abordai cette étude du point de vue de la sociologie du travail et des occupations. Ce point de départ inhabituel devait faire apparaître plus clairement la discontinuité entre l'image officielle du Québec rural et sa réalité quotidienne. De plus, la nécessité de stratifier le milieu rural en vue de connaître la représentativité du cas étudié et en vue d'une autre étude sur les conditions de vie des familles salariées, faisait apparaître la diversité de ce milieu que, depuis 1930 (ré-édition de Gérin et étude de Miner), on considérait comme homogène. C'est de cette diversité et de la futilité de la querelle sur la *folk society* que j'ai essayé de rendre compte au premier colloque de la revue *Recherches sociographiques*.

Mais si la recherche empirique permettait une certaine démystification, le contact avec les problèmes du milieu rural en voie de déstructuration faisait revivre le désir d'action. En particulier, l'idée de planifier le devenir de ce milieu s'imposait de plus en plus. Une première occasion de travailler en ce sens me fut donnée lors de la Conférence sur les ressources et l'avenir. Amené à visiter les provinces anglaises, j'y ai retrouvé un ruralisme fondamentaliste aussi fort sinon plus fort que celui du Québec. J'y ai trouvé aussi une même indifférence à penser dans son ensemble le futur du milieu rural et de l'agriculture. Une exception importante cependant, le cas de la Saskatchewan où déjà on commençait, un peu par la force des choses, à structurer le rural autour des pôles urbains.

Assez inoffensif, le texte de ma communication à cette conférence devait soulever des remous assez considérables du côté canadien-anglais et, en même temps, me consacrer malgré moi sociologue rural.

Fort de mes intuitions sur le Québec et de mes observations en Saskatchewan, j'essayai par la suite, lors des réunions préalables à la formulation de la loi *Arda*, de faire accepter qu'on ne pouvait parler de planification rurale sans parler de planification régionale et de planification urbaine. C'était, à cette époque, prêcher dans le désert, bien que la loi permît la possibilité d'études-pilotes en ce sens.

L'aventure du B.A.E.Q. devait finir par donner une réalité à cet espoir d'une planification plus globale. Mon rôle de conseiller et de directeur à temps partiel de la recherche sociologique m'a empêché

de conduire personnellement des recherches pendant cette période exaltante du B.A.E.Q. Ce rôle plus englobant m'a permis cependant de prendre un certain recul vis-à-vis de mes propres recherches et de mes propres engagements. De cette période datent ma redécouverte de la liaison entre idéologie et sociologie, de la nécessité de l'engagement du sociologue pour renouveler la sociologie elle-même, ma conviction que la sociologie ne pourra devenir scientifique que lorsque plusieurs sociologies engagées auront creusé chacune à sa façon le dédale complexe de la société.

À cette période aussi, il m'apparaît clairement que le milieu rural n'a plus de signification en soi. Le Québec est devenu une seule ville dont le réseau est plus ou moins serré et dont l'organisation suppose une restructuration complète, aussi bien aux points de vue culturel et politique qu'administratif.

De cette période aussi, un dada que je n'ai pas encore délaissé: celui de la participation. Cet idéal de la participation, nous en avons discuté pendant des heures et des jours, entre sociologues plus ou moins engagés, économistes, travailleurs sociaux, ingénieurs. Nous avons cherché à l'instaurer dans certaines formules d'animation et dans des propositions d'organisation politique et administrative. Je l'ai découvert plus concrètement dans la vie des conseils régionaux et surtout dans l'espoir qu'ils contenaient.

Cependant un des obstacles majeurs à la participation était notre tentation de technocratie. Plusieurs d'entre nous y avons succombé. Nous voulions que la sociologie puisse définir les buts du développement. Malgré notre « foi » en la population, nous hésitions à lui laisser la décision: nous avions une vue tellement plus globale. Dans le fond, nous réclamions la participation pour nous (contre le monopole du pouvoir des avocats et des ingénieurs) plutôt que pour la population. Cette ambiguïté fut longue à dissiper (si elle l'est complètement). C'est dans des études sur d'autres contextes que celui du monde rural que j'ai par la suite poursuivi ce genre d'interrogations.

C'est aussi durant cette période que j'ai redécouvert positivement le nationalisme. À force de nous frotter avec les fonctionnaires anglo-saxons d'Ottawa, nous découvrons que nous n'avons aucune raison d'avoir quelque complexe vis-à-vis d'eux. Nous nous découvrons adultes, capables de contrôler nous-mêmes notre propre

destin. Destin qui ressemblait de moins en moins à celui de nos collègues anglo-saxons. Nous voulions dès maintenant construire une société post-industrielle de participation alors qu'ils restaient fixés sur la société industrielle de consommation. C'était à la fois exaltant et dangereux. Ce nouveau nationalisme était un nationalisme de technocrates. C'est donc de façon interne autant que de façon externe que l'ambiguïté participation-technocratie était inscrite. Il était facile de prêter à l'ensemble des classes du Québec nos frustrations de techniciens à la recherche du pouvoir. Encore là, l'ambiguïté n'est pas complètement disparue.

Si ce nouveau nationalisme a remplacé en partie l'ouvriérisme de nos premières armes, cet ouvriérisme s'est aussi transformé en participationisme qu'il s'agit d'instaurer dans une nouvelle ville que nous devons inventer. L'antithèse nationalisme-classe ouvrière s'est élargie mais demeure la même. L'indépendance ne peut être une fin en soi, elle n'est qu'une étape qui apparaît de plus en plus nécessaire dans une œuvre plus vaste qui est la création de notre société.

Ces dernières réflexions s'imposent encore plus après un an dans le Tiers-Monde, ou ce qu'il serait plus juste d'appeler l'Autre Monde. Dans cet autre monde, les problèmes du Québec et surtout nos querelles internes apparaissent dans leur vraie dimension, c'est-à-dire infimes. Nous jouons aux échecs pendant que la maison brûle. Par ailleurs, nos problèmes sont aussi les problèmes de l'autre monde. Le problème du développement est de moins en moins un problème économique mais un problème politique. Lui aussi, l'autre monde cherche à accéder à son indépendance pour se construire lui-même à sa propre image. Là aussi, on cherche à devenir adulte par l'autodétermination.

Nous avons à faire notre indépendance mais surtout nous avons à faire notre vraie révolution. Nous devons nous donner les structures d'un pays développé capable de régler ses propres problèmes de participation, de style de vie, d'aménagement urbain et économique. Nous devons le faire au plus tôt, non tellement pour nous-mêmes mais plutôt pour être en mesure de travailler efficacement avec l'autre monde. Il ne suffit pas de palabrer ni même d'envoyer quelques témoins de la solidarité humaine. Il faut, par nos actions, devenir non pas un modèle mais un défi. Plus que Cuba lui-même, le Québec ré-inventé deviendrait le vrai défi de l'autre monde.